

**Nations unies - Kosovo -  
Intervention de la coordinatrice  
politique adjointe de la  
représentation permanente de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité  
(New York, 16 mai 2017)**

Monsieur le Président,

Je débute mon intervention en rappelant, une nouvelle fois, notre souhait d'une révision du rythme d'examen de la situation au Kosovo par le conseil de sécurité. Alors que le conseil fait face à une charge de travail en constante augmentation, rien ne justifie plus le maintien de briefings trimestriels sur la question du Kosovo, dont la question n'est pas comparable à celle des crises pour lesquelles l'engagement intensif du conseil est essentiel.

Nous pensons en effet que les développements positifs enregistrés ces dernières années au Kosovo en matière de consolidation des institutions justifient aussi la poursuite du recentrage des actions de la MINUK et de leur coordination avec les autres acteurs internationaux présents au Kosovo. Nous appelons une nouvelle fois le secrétaire général à formuler des recommandations sur cette question, dans le cadre de son prochain rapport. L'immobilisme actuel n'est pas satisfaisant alors que notre responsabilité, en tant que membres du conseil de sécurité, est de veiller à ce que les moyens déployés par les Nations unies soient pleinement adaptés à la situation sur le terrain. Cela n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui.

La France est convaincue que l'avenir du Kosovo ne se joue désormais plus prioritairement au sein de ce conseil, mais bien dans le cadre du dialogue politique entre Belgrade et Pristina mené sous les auspices de l'Union européenne.

Il importe à cet égard que les parties y fassent preuve d'un engagement volontariste, au plus haut niveau. Au-delà des déclarations d'intention, nous attendons que l'ensemble des accords conclus soient effectivement mis en oeuvre dans les meilleurs délais, y compris s'agissant de la création de l'association/communauté des municipalités à majorité serbe, qui constitue un élément clé du dialogue. Nous appelons donc les autorités kosovares et serbes à intensifier leurs efforts, notamment sur ce dernier point, afin de produire davantage de résultats concrets dans les mois à venir. C'est un sujet que nous continuerons de suivre de près.

La normalisation des relations entre Belgrade et Pristina reste, de manière générale, une condition indispensable pour leurs avancées respectives sur le chemin du rapprochement européen, qui ont une nouvelle fois été encouragées lors du conseil européen des 9 et 10 mars derniers.

Après les épisodes de tensions des derniers mois, nous attendons plus que jamais de l'ensemble des acteurs qu'ils fassent preuve de responsabilité et de retenue, un point d'autant plus important à l'approche des échéances électorales à venir au Kosovo.

La France est convaincue que la résurgence de discours nationalistes, parfois teintés de références communautaires, est porteuse de danger pour la stabilité de la région, à laquelle les populations du Kosovo et de Serbie attachent pourtant la même aspiration.

L'accord récemment trouvé au plan local sur la démolition du mur de Mitrovica constitue à cet égard un exemple positif qui montre que des solutions concrètes peuvent être trouvées pour favoriser la coexistence entre les communautés, loin des provocations politiques et de toute rhétorique de division. Le fait que la participation récente des citoyens serbes vivant au Kosovo à l'élection présidentielle serbe ne se soit accompagnée d'aucun incident sérieux, grâce au travail des institutions électorales kosovare et serbe et au soutien de l'OSCE, constitue également un développement encourageant que nous souhaitons saluer. Enfin, le choix du président Thaci de privilégier une approche inclusive s'agissant d'une éventuelle transformation du statut des forces de sécurité kosovares est également de nature à éviter une escalade des tensions qui serait aussi inutile que dangereuse.

La poursuite des efforts engagés par le Kosovo pour la consolidation de l'État de droit au Kosovo doit par ailleurs demeurer une priorité. Cela passe notamment par la lutte contre la radicalisation, sous toutes ses formes. Nous saluons à ce titre l'engagement inconditionnel du Kosovo en la matière, au plan local comme au sein de la coalition internationale contre Daech.

Enfin, je conclurai mon intervention en rappelant l'attachement de la France aux relations de confiance que nous entretenons traditionnellement avec la Serbie et le Kosovo, ainsi que notre soutien à la réconciliation dans la région et à la mise en oeuvre du dialogue entre Belgrade et Pristina. À cet égard, permettez-moi de souligner que la justice française a rendu une décision en toute indépendance dans l'affaire Haradinaj. Cette décision de justice n'appelle pas de commentaire de la part des autorités françaises mais ne saurait en aucun cas être interprétée de manière politique.

Je vous remercie./.